

UTILISATION DES LANGUES ET ATTITUDES : LA MONTÉE DU SANGO

0. INTRODUCTION

0.1. Le multilinguisme est une caractéristique que l'on retrouve dans un grand nombre de nations en voie de développement. L'un des aspects du développement d'une nation est sa capacité croissante de communiquer 1) à l'intérieur (communication interne entre les différents groupes constituant la nation), et 2) à l'extérieur (c'est-à-dire avec les autres nations). Les réseaux de communication se composent d'un ensemble complexe de systèmes. Parmi ceux-ci figurent la langue, ou les langues employées par l'ensemble de la nation.

Au cours des étapes qui ont marqué l'histoire des "vieilles nations", l'unification linguistique a généralement suivi l'unification politique. Par ailleurs, ce n'est que relativement récemment que l'on a commencé à considérer que le maintien des langues régionales pouvait avoir en soi quelque valeur. L'extinction de certaines langues (par exemple chez les Indiens d'Amérique) témoigne de ce phénomène. On peut également examiner à ce propos l'évolution des attitudes et de la politique officielle vis-à-vis du breton, du basque, ou de l'occitan en France depuis un quart de siècle. La notion de langues vues comme ressources nationales a été récemment développée par JERNUDD et DAS GUPTA (1971). Dans les vieilles nations, donc, le souci d'unification est apparu bien avant le souci du maintien des langues. Mais dans les jeunes nations, ces deux préoccupations tendent à se manifester simultanément plutôt que successivement.

0.2. C'est ainsi que le développement des pays indépendants d'Afrique a été marqué par le développement et la standardisation des langues indigènes. L'un des buts d'une telle démarche a été de faire de ces langues des outils appropriés pour la communication entre individus - fonction qu'elles ont toujours assumée - mais également propres à être utilisés à tous les niveaux de l'activité nationale, et tout particulièrement dans les contextes de l'éducation et de la technique. Le swahili au Kenya et en Tanzanie, le yoruba et le hausa au Nigéria, et plus récemment le somali en Somalie, sont des exemples de langues africaines dont les rôles se sont ainsi considérablement étendus.

Bien que le développement des langues indigènes soit un phénomène que l'on observe aujourd'hui partout dans le monde, et pas seulement en Afrique, il existe de grandes différences dans les mesures prises d'un pays à l'autre. Pour un certain nombre de raisons, parmi lesquelles figure l'orientation de la politique coloniale française, l'Afrique "francophone" a, dans l'ensemble, après l'indépendance, poursuivi une politique où la langue

française était la seule langue officielle. Dans ces pays la politique linguistique n'a pas figuré parmi les préoccupations nationales prioritaires (comme cela a été le cas dans d'autres pays d'Afrique, ou aux Philippines, par exemple).

0.3. Il vient cependant un temps où la recherche de solutions à divers problèmes pratiques se posant dans un pays multilingue engagé sur la voie du développement passe par la planification linguistique. Tout développement implique entre autres :

- 1) une planification des ressources nationales - donc une planification des langues,
- 2) une planification du système d'enseignement - donc des décisions en matière de langues d'enseignement et de langues enseignées, et
- 3) une gestion du système d'information - donc des choix en matière de communication.

1. PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

1.1. Objectifs

1.1.1. C'est dans ce contexte que se place la présente étude de la situation sociolinguistique en République Centrafricaine. Lorsqu'il s'agit de formuler une politique linguistique, un certain nombre de questions doivent être posées afin d'analyser les éléments qui caractérisent une société et une population données. En effet, les décisions ne se prennent pas dans le vide. Les variables de société sont d'une extrême importance (voir GERBAULT, 1983). Nous voulons donc ici, d'une part, présenter quelques-uns des aspects que revêt le multilinguisme en Centrafrique, et, d'autre part, esquisser les directions que pourraient prendre des recherches ayant pour but de décrire l'ensemble de la situation nationale. A notre niveau, l'objectif à moyen terme est de préparer le recueil d'un fonds de données pour une étude plus détaillée présentant l'ensemble des variables de société caractérisant la situation linguistique en Centrafrique (variables linguistiques, sociales et sociolinguistiques, économiques, philosophiques, historiques, politiques et psychologiques ; voir GERBAULT, 1983).

En l'absence de données scientifiques de base concernant l'emploi des langues en République Centrafricaine, cette étude a pris pour point de départ un questionnaire sociolinguistique que nous avons élaboré en 1982 et administré la même année à un groupe pilote constitué par une population homogène de jeunes étudiants. L'administration de ce questionnaire en 1985 à un échantillon plus représentatif composé de 210 personnes appartenant à diverses couches de population ne prétend pas permettre une analyse répondant à toutes nos questions sur le multilinguisme en Centrafrique. L'étude de nos résultats remplit deux fonctions complémentaires, ainsi

qu'on l'a dit plus haut : elle fournit des indications sur certains faits de bilinguisme, et nous permettra de formuler, pour des recherches ultérieures, des questions plus précises, dont les réponses, nous l'espérons, compléteront la description de la dynamique des langues à Bangui et dans l'ensemble du pays.

1.1.2. Notons que cette enquête s'inscrit dans la ligne des projets mis en place dans le cadre de l'ACCT, et spécialement du projet DYLAN pour la Centrafrique. L'accent, cependant, est mis ici sur les *attitudes vis-à-vis* des langues - essentiellement, mais pas uniquement, nous le verrons, sango et français. Cette orientation particulière se fonde sur notre sentiment, exprimé ailleurs (voir GERBAULT, 1983 ; voir également LEWIS, 1981), que l'étude des attitudes (que nous nommons "variables psychologiques") est fondamentale si l'on veut comprendre les mécanismes d'interaction de différents facteurs dans un contexte linguistique donné.

1.2. Les langues en Centrafrique

1.2.1. La famille Adamawa-Oriental (ou Adamawa-Oubanguien) est de loin la famille linguistique la plus importante en République Centrafricaine (phylum Niger-Kordofan, sous-phylum Niger-Congo). Elle comporte un nombre élevé de langues distinctes, et ses locuteurs occupent la majeure partie du territoire national. Sont représentées également d'autres familles linguistiques, localisées essentiellement dans les régions situées à la périphérie du pays (langues bantu, nilo-sahariennes).

Le sango appartient à la famille Adamawa-Oubanguien, branche oubanguienne, qui comporte trois sous-branches principales : ouest (gbaya, gbanzili-sere), centre (banda), sud (zande). C'était à l'origine la langue des groupes de population localisés le long du fleuve Oubangui en amont de l'actuelle ville de Bangui. Cette région avait acquis une importance commerciale bien avant la pénétration européenne, ce qui avait fait du sango une langue véhiculaire régionale, reprise plus tard par les colonisateurs.

1.2.2. La capitale de la République Centrafricaine, Bangui, fondée en 1889, est située également sur le fleuve, non loin de la zone sango/yakoma. Le sango est employé aujourd'hui dans l'ensemble du pays comme langue de communication inter-ethnique, tandis que les autres langues continuent d'être employées au sein des différents groupes ethniques. Le sango a le statut de langue nationale. Avec le français, langue officielle, on l'emploie à la radio, et dans le commerce. Le français est la langue d'enseignement et la langue dans laquelle se conduisent les affaires officielles. Il y a quelques années a été mis en place un programme expérimental d'enseignement en langue sango (I.P.N., 1980). Toutefois, à ce jour, aucune démarche n'a été faite pour aller au-delà de ce stade expérimental, aucune étude de la politique en matière de langue(s) d'éducation n'a été envisagée par le Ministère

de l'Education, qui est l'organe central contrôlant tout le système public d'éducation¹.

1.3. La recherche en sociolinguistique

La première enquête sociolinguistique en Centrafrique fut menée par SAMARIN. Cette étude, effectuée dans un petit village gbaya en 1962, révélait le prestige du sango par rapport aux autres vernaculaires. Plus récemment, DESCHAMPS-WENEZOUÏ (1981) a enquêté sur l'emploi des langues dans un quartier de Bangui. Son questionnaire interrogeait essentiellement sur les préférences linguistiques concernant le français, le sango, et les autres langues vernaculaires (langues parlées le mieux/le moins bien ; langues que les sujets préféreraient parler). Les résultats tenaient compte d'un certain nombre de variables : âge des sujets, niveaux d'éducation, sexe, et origine ethnique. Dans cette enquête apparaît une tendance vers le déclin des langues vernaculaires, et la montée du sango, tandis que le français demeure une langue étrangère pour la majorité.

A l'exception de ces deux études, menées dans des contextes sociaux différents (milieu urbain et milieu villageois) à vingt ans d'intervalle (ce qui est un laps de temps important, si l'on considère la rapidité des changements sociaux engendrés par l'urbanisation et la pénétration de la technologie moderne), les notions actuelles à propos de l'emploi des langues, et des attitudes vis-à-vis des langues, se fondent essentiellement sur des jugements basés sur l'observation ponctuelle de comportements.

1.4. La société centrafricaine : Bangui

1.4.1. Le pays est essentiellement rural. Les moyens de communication y sont précaires et limités ; des travaux coûteux entrepris récemment ont cependant amélioré et développé le réseau routier, dont l'entretien régulier est rendu impératif par les conditions climatiques. Certaines régions du pays (notamment dans le nord et l'est) ne sont pas accessibles par la route. Les communications de types plus sophistiqués sont inexistantes.

Les langues et les cultures régionales sont donc demeurées très puissantes. Villages et régions conservent leurs coutumes et leurs modes de vie. Ceci n'exclut pas une certaine ouverture sur l'économie nationale (culture et collecte du coton, du café). Il faut noter également la présence d'écoles primaires dans les villages importants, et d'écoles secondaires dans les capitales régionales, où l'enseignement est officiellement dispensé en français.

1.4.2. A Bangui, le nombre d'habitants a dépassé 300 000. Autour du centre administratif et commercial, la ville est en fait constituée d'une succession de villages, ainsi que nous le verrons plus loin. Le français (langue officielle) et le sango (langue nationale) sont légalement les deux langues de la

capitale. Mais, du fait de l'urbanisation croissante que l'on observe à Bangui comme dans un grand nombre d'autres capitales, beaucoup d'autres langues se parlent dans divers quartiers de la ville, où l'on voit les membres de différents groupes ethniques venus des différentes provinces s'établir dans des quartiers déterminés de la périphérie. En raison de la structure familiale très solide qui caractérise la société africaine, les langues ethniques ont tendance, plus qu'ailleurs, à survivre à la transplantation en milieu urbain. Ceci est dû surtout au traditionnel respect des anciens (et donc de leur langue). Ainsi se trouve ralenti l'effet déstabilisant du phénomène d'urbanisation. Le chômage fréquent est un autre aspect de la société urbaine de Bangui (limitant ainsi les échanges en dehors du quartier), et une grande partie de ses habitants tirent leur subsistance de la petite agriculture, en cultivant des lopins de terre à proximité de la ville.

1.4.3. Dans ce contexte, c'est le français qui est la langue de prestige, celle qui est employée pour les affaires officielles et dans l'enseignement. La connaissance du français permet l'ouverture sur la culture moderne, sur le monde, et offre en principe la possibilité d'améliorer son statut socio-économique. Le sango est la langue de communication entre groupes ethniques et la langue du commerce local. Les autres langues locales sont utilisées en famille et avec les amis appartenant à la même ethnie, et en particulier dans la vie sociale des "villages" de Bangui. La phrase sango "mbi gwe na Kodoro" ("je rentre chez moi") signifie littéralement "je vais au village", et est révélatrice de cette structure urbaine particulière chez les Centrafricains de Bangui, qui retournent après le travail ou l'école à leur "village", communauté organisée au sein de la ville, où l'on parle la langue ethnique, et où l'autorité est entre les mains des chefs de quartiers traditionnels, à qui un certain contrôle est également confié.

1.5. Les mécanismes du changement

1.5.1. La scolarisation s'est fortement développée au cours des vingt dernières années. Le pourcentage de la population ayant reçu une formation à l'école devient de plus en plus important, bien qu'il existe de grosses différences entre les zones urbaines et les zones rurales. Les conséquences linguistiques de ce phénomène sont évidentes (brassage des langues locales, diffusion du français). L'Université de Bangui, ouverte en 1970, a contribué à la formation d'une élite "occidentalisée". Le nombre d'étudiants en 1985 atteint 2 700. Par ailleurs, les émissions de radio, en sango et en français, atteignent un nombre croissant d'individus de tous les âges, dans tous les milieux (parce qu'il est de plus en plus facile de se procurer des récepteurs de radio à un prix relativement accessible).

Même en présence de structures ethniques puissantes, il est inévitable donc que se produisent des changements dans l'emploi des langues et dans les attitudes vis-à-vis des langues en contact, changements essentiellement

liés à l'urbanisation, au développement économique, et à la diffusion plus large de la culture occidentale.

1.5.2. Il semble donc approprié de collecter des données permettant de faire le point sur les rôles actuels, prévisibles et/ou souhaités des langues au sein de la population centrafricaine. Dans cette enquête, nous nous sommes limitée à la capitale pour deux raisons essentielles. D'abord, c'est réellement le pôle d'attraction du pays, le coeur des activités politiques et économiques. La population y a crû considérablement. Ensuite, ce choix a été motivé par les problèmes matériels que présente une enquête dans un nombre suffisamment représentatif de localités.

Il faut noter ici qu'il n'y a pas eu en Centrafrique de recensement de population susceptible de fournir des informations d'ordre ethnique ou linguistique. La présence d'importants groupes ethniques différents à Bangui est reconnue, mais n'a pas été établie statistiquement.

2. L'ENQUÊTE

2.1. Le questionnaire

Le questionnaire utilisé pour cette enquête se composait de trois parties distinctes. La première partie avait pour objet d'identifier les sujets : lieu de naissance, nombre d'années de résidence à Bangui, âge, ethnie du père et de la mère, profession ; elle interrogeait également sur les langues parlées à la maison entre différents membres de la famille, et sur les langues parlées et comprises.

Dans la seconde partie du questionnaire, il était demandé aux sujets de répondre par oui ou par non à un certain nombre de déclarations concernant la diffusion et le rôle du sango, ainsi que d'évaluer leur propre compétence en sango et en français. Il leur était également demandé d'indiquer leur perception de l'emploi du sango pour lire et pour écrire.

Le troisième volet du questionnaire proposait une série de points de vue sur les rôles relatifs du français et du sango et la place des langues nationales en Afrique. Les sujets avaient pour instructions de cocher les points de vue sur lesquels ils étaient d'accord².

2.2. Sujets et procédures

2.2.1. L'organisation initiale de l'administration du questionnaire prévoyait d'attribuer à chaque enquêteur une catégorie professionnelle au sein de laquelle mener son enquête. Les enquêteurs envoyés sur le terrain étaient munis chacun en moyenne d'une dizaine de questionnaires. Un rapide sondage préliminaire concernant ce mode d'enquête a heureusement permis de

mettre à jour le sentiment des enquêteurs qu'un type d'investigation aussi systématique pouvait être rejeté par la majorité des groupes d'enquêtés. En conséquence, le processus a été modifié et la répartition des enquêtes au sein de la population s'est effectuée selon des critères conjugués de proximité géographique et d'affinités sociales. Les sujets pressentis par les enquêteurs étaient donc des résidents de divers quartiers en différents points de l'agglomération banguissoise. Il importait qu'il en soit ainsi, puisque, nous l'avons vu, les "villages" de la capitale sont organisés autour du centre en fonction de l'appartenance ethnique des habitants. Un petit nombre seulement des enquêteurs ont effectué un travail "spécialisé" (par exemple, chez les fonctionnaires des P.T.T.).

2.2.2. Deux cent quarante-sept questionnaires ont été distribués. Les enquêteurs ont rencontré certaines difficultés dans l'accomplissement de leur tâche. Leurs rapports font état de réticences marquées de la part des fonctionnaires en général, tandis que les enseignants coopéraient plus volontiers. Le principal problème rencontré au cours de l'enquête a semblé être celui du refus de participer des personnes contactées, par peur, tantôt formulée de manière précise, tantôt exprimée vaguement. Nous reparlerons de ce problème dans l'administration de tels questionnaires après la présentation et la discussion des résultats.

2.2.3. Compte tenu de ces modalités de l'enquête, et des 210 questionnaires qui ont pu être traités, la population interrogée se répartissait comme suit :

- Personnes nées à Bangui :	35 (16,66 %)
- nées dans une ville de province :	121 (57,61 %)
- nées dans un village :	43 (20,47 %)
- nées à l'étranger :	11 (5,23 %)
- Groupes d'âge :	
- moins de 30 ans :	137 (65,23 %)
- de 30 à 40 ans :	55 (26,19 %)
- plus de 40 ans :	18 (8,57 %)
- Ethnie du père :	
groupes	
pana :	26
gbaya :	64
ngbandi :	24
ngbaka :	23
banda :	43
zande :	2
bantu :	4
sara :	22
autres :	2

Le Tableau 1 indique la répartition des sujets selon le lieu de naissance, le groupe d'âge, et l'ethnie du père (voir Tableau 1, p. 52).

2.2.4. Les chiffres qui précèdent appellent un certain nombre de remarques. D'abord, en ce qui concerne la répartition selon les groupes d'âge de la population interrogée, il apparaît que 137 des 210 sujets (soit 65,23 %) avaient moins de 30 ans.

Ceci n'est pas surprenant dans une ville comme Bangui, où sont concentrés un grand nombre d'établissements d'éducation, et où les Centrafricains émigrent de leurs provinces dans l'espoir de trouver du travail (donc surtout les jeunes). Le recensement de 1975 donnait, quant à lui, un pourcentage de 70,5 de la population dans la tranche d'âge des moins de 30 ans en milieu urbain. Il est permis de penser que l'attraction unique de Bangui tend à faire encore s'accroître ce phénomène de rajeunissement de la population. Cette forte représentation des moins de 30 ans nous semble en outre tout à fait dans l'esprit de cette enquête, qui s'attache à identifier non seulement des "patterns" actuels d'utilisation des langues mais aussi des tendances pour l'avenir. Ces jeunes adultes constituent un échantillon de la population active des années actuelles et à venir, et, en tant que tels, leurs pratiques linguistiques et leurs attitudes nous intéressent particulièrement.

En ce qui concerne le lieu de naissance des personnes interrogées, il apparaît que 35 seulement d'entre elles (soit 16,66 %) sont nées à Bangui. Ce nombre ne surprend pas si l'on considère la réalité de la puissance de l'attraction exercée par la capitale sur le reste du pays ; en même temps il justifie une enquête telle que celle-ci, se limitant pour le présent à la seule agglomération banguissoise, tout en incluant des personnes originaires de différentes provinces et possédant diverses cultures régionales.

2.2.5. Enfin, et en relation avec ce qui vient d'être dit, l'ensemble des groupes ethniques se trouve représenté chez les personnes interrogées : 26 de celles-ci appartiennent au groupe pana (kare, tali), 64 au groupe gbaya, qui comprend un nombre élevé de langues et dialectes (ici, les langues ngbaka-manza, manza, gbanu, ali, bangando-ngombe ; et aussi des dialectes gbaya - pas toujours identifiés par les sujets eux-mêmes, ce qui explique le gonflement de la rubrique "gbaya" dans ce groupe - tels que buli, bokoto, bossangoa, suma). Vingt-quatre sont du groupe ngbandi (sango, yakoma), 23 du groupe gbanzili-sere (ngbaka), 43 du groupe banda (yange-re, langbashe, nabundu, togbo, banda-linda), 2 du groupe zande (nzakara), 4 du groupe bantu (mpo, mbati, pande), 22 du groupe sara (incluant aussi kaba, dagba, et binda), enfin 2 appartiennent à d'autres groupes ethniques non représentés sur le territoire centrafricain. Notons ici en passant qu'il n'existe pas à notre connaissance de statistiques officielles concernant la composition ethnique de la population à Bangui.

2.2.6. L'identification des sujets selon leur groupe ethnique s'est effectuée d'après les réponses à la question n° 4 (ethnie du père). En effet les mariages se font le plus souvent au sein d'une même ethnie, dans quelques cas entre membres de deux ethnies très proches, et plus rarement encore entre membres de deux ethnies très distinctes ; dans les cas de mariage mixte, c'est la femme qui rejoint le plus souvent l'appartenance ethnique du mari et non l'inverse. Parmi nos sujets 161 (76,66 %) sont nés de parents appartenant à la même ethnie, tandis que 49 (23,33 %) sont nés de mariages mixtes. L'identification des groupes ethniques remplissait deux fonctions : d'une part, elle mettait en évidence la représentation de l'ensemble des groupes ethniques, garantissant la validité de nos résultats pour l'ensemble de la population banguissoise - et il faut remarquer ici que le groupe ngbandi/sango/yakoma dont la langue véhiculaire sango est issue, ne constitue que 11,68 % (N=25) des personnes interrogées, pourcentage sans doute assez voisin des chiffres à l'échelle nationale. D'autre part il s'agissait également de mettre en évidence les pratiques linguistiques et les attitudes chez les individus selon qu'ils appartiennent à des familles dont les parents sont ou non membres d'une même ethnie.

2.2.7. En ce qui concerne les groupes socio-professionnels représentés, nous avons adopté une classification selon six types : commerçants (N=23), agriculteurs et sans profession (N=25), fonctionnaires (N=37), cadres (N=31), enseignants (N=39), étudiants (N=55). Dans une enquête de ce type, plusieurs options se présentent : ou bien on choisit un nombre égal de sujets dans chaque catégorie socio-professionnelle, ou bien on tient compte de la proportion de la population totale que représente chaque catégorie ; encore faut-il pour cela disposer de données de recensement adéquates. Cette option semble permettre théoriquement une appréciation exacte de l'emploi des langues et des attitudes. Cependant, elle ne permet peut-être pas de juger de l'impact réel de ces attitudes et de ces comportements : tous les individus d'une société n'ont pas le même rayonnement (étudiants, ou agriculteurs, par exemple). Il ne nous semble pas que l'une ou l'autre option possède un avantage décisif. Nous avons donc décidé de laisser en l'état la distribution naturelle de notre échantillon, comme nous l'avons fait pour les groupes d'âge et les origines ethniques. Dans chaque catégorie professionnelle identifiée figurait une variété de professions (fonctionnaires de différents grades et de différents corps administratifs ; cadres de petites et grandes entreprises, médecins, etc. ; enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur ; étudiants de l'Université ou grands élèves de lycées). Les "agriculteurs" représentent essentiellement à Bangui ceux qui cultivent des parcelles de terrain qui leur permettent de subsister et quelquefois de vendre une partie de leur récolte sur les marchés de quartiers. Nous avons inclus dans la catégorie "commerçants" les petits employés et manoeuvres divers.

En ce qui concerne les modalités de l'administration du questionnai-

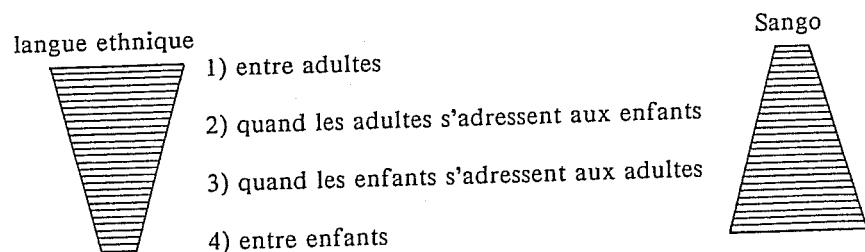
re, notons que les personnes interrogées avaient la possibilité de se faire remettre le questionnaire et de le retourner après l'avoir rempli (ce qu'ils ont fait, en moyenne, un à trois jours plus tard). Dans certains cas où les sujets ne possédaient pas une connaissance suffisante de la langue française (langue dans laquelle le questionnaire était rédigé), ou une maîtrise suffisante de la lecture et de l'écriture, les enquêteurs ont traduit les questions en sango, ou ont rempli eux-mêmes le questionnaire d'après les réponses qui leur étaient données.

3. RÉSULTATS

3.1. Emploi des langues à la maison

3.1.1. Le premier groupe de questions interrogeait sur les langues parlées à la maison. Les réponses ont été analysées séparément selon que les sujets étaient issus de mariages mixtes ou non. Les Tableaux 2 et 3 présentent ces résultats (questions 7 à 10). Plusieurs observations peuvent être faites : prenant les mariages au sein d'une même ethnie, nous voyons que la langue ethnique ("autre" que le sango) est parlée à la maison entre adultes par 76,40 % des répondants ; 26,70 % de ces répondants seulement utilisent exclusivement la langue ethnique, tandis que 36,02 % l'utilisent conjointement avec le sango, et 13,66 % utilisent aussi le français ("sango + français + autre"). Par comparaison, 71,41 % de ces répondants utilisent le sango (avec ou sans langue ethnique ou français). Entre enfants, 15,75 % utilisent la langue ethnique (avec ou sans sango et français), tandis que 96,87 % utilisent le sango. Lorsque les adultes s'adressent aux enfants, l'emploi de la langue ethnique représente 52,16 %, et celui du sango 85,70 % ; lorsque les enfants s'adressent aux adultes, les pourcentages sont de 19,86 pour la langue ethnique et de 96,25 pour le sango (voir Tableaux 2 et 3, p. 53).

3.1.2. Si l'on compare ces données sur l'emploi des langues à la maison avec les données dans les cas de mariages mixtes, beaucoup moins nombreux, nous l'avons vu, ce ne sont pas les différences qui frappent, mais au contraire les ressemblances. Les pourcentages sont légèrement différents, mais leur rang est identique. Il apparaît clairement que l'emploi du sango augmente et celui de la langue ethnique diminue selon les quatre types de discours :



3.1.3. Cet emploi différentiel du sango et des langues ethniques d'une génération à l'autre a une portée dont l'importance ne peut être analysée actuellement. Seules des enquêtes effectuées à intervalles réguliers pourraient révéler l'ampleur de ce mouvement³.

3.1.4. Nous pouvons observer ici que l'utilisation de la langue ethnique est en forte baisse chez les enfants par rapport à leurs parents, tandis que ceux-ci utilisent moins le sango entre eux que ne le font leurs enfants. Ce phénomène peut être observé dans les cas de mariages entre membres d'une même ethnie comme dans les cas de mariages mixtes. Dans la Figure 1 (voir Figure 1, p. 54), l'utilisation des langues à la maison est représentée en fonction des interlocuteurs et de l'origine ethnique des parents (même ou différente).

En ce qui concerne le français, nous voyons qu'il est peu utilisé à la maison, et que son emploi tend même à décroître chez les enfants par rapport aux adultes. Si l'on considère que cette langue est celle de l'école (de l'enseignement) et que plus d'enfants vont actuellement à l'école que du temps de leurs parents, cette diminution de l'emploi du français à la maison est également un reflet de la montée du sango. Seulement quatre des 210 répondants déclarent employer uniquement le français entre adultes à la maison. Les foyers sont dans l'ensemble bi- ou multi-lingues. Le bilinguisme familial est en sango et en langue ethnique, bien plus qu'en sango et/ou langue ethnique et en français. Les pourcentages pour le bilinguisme dans le cas d'interaction entre adultes sont les suivants :

Entre adultes de même ethnie :

<u>sango + autre</u>	36,02 %	}	49,68 %
<u>sango + français + autre</u>	13,66 %		
sango + français	9,31 %	}	9,31 %
français + autre	0		

Entre adultes dans les mariages mixtes :

<u>sango + autre</u>	24,48 %	}	36,72 %
<u>sango + français + autre</u>	12,24 %		
sango + français	6,12 %	}	6,12 %
français + autre	0		

Cent soixante et un des 210 répondants ont déclaré que les enfants ne parlaient entre eux à la maison que le sango, tandis que le pourcentage pour les adultes était de 13,33 (16,32 % dans les mariages mixtes et 12,42 % dans les mariages de même ethnité). Il apparaît donc que le bilinguisme familial est beaucoup plus répandu chez les adultes que chez les enfants. D'autre part, l'utilisation de la langue ethnique par les enfants n'a pas diminué au profit du français (au contraire, la Figure 1 montre une légère diminution de l'emploi de cette langue chez les enfants par rapport aux adultes) mais au profit du sango.

3.2. Les langues parlées

3.2.1. Les résultats qui précèdent concernent l'utilisation des langues à la maison. Les questions 11 et 12 interrogeaient sur la compétence dans les différentes langues (sango, français, ou autres langues ethniques ; nous n'avons pas pris en compte la compétence que les sujets déclaraient posséder dans diverses autres langues étrangères, comme l'anglais, ou l'espagnol). Cent cinquante neuf des sujets, soit 75,71 %, déclaraient parler le français, le sango, et au moins une autre langue centrafricaine. Trente-six (soit 17,14 %) d'entre eux déclaraient parler sango et français seulement, tandis que 12 (5,71 %) déclaraient parler sango et une autre langue ethnique au moins. Un seul répondant déclarait ne parler que le sango ; un seul également, parler le français et une langue autre que le sango ; enfin le dernier sujet déclarait ne parler ni le sango ni le français.

Nous voyons donc que parmi les 210 personnes interrogées 2 seulement (0,95 %) déclarent ne pas parler sango, tandis que 14 (6,66 %) d'entre elles ne parlent pas français. Nous analyserons plus loin l'appréciation par les sujets eux-mêmes du degré de compétence dans chacune de ces deux langues. En ce qui concerne la compétence en langues ethniques, 173 (82,38 %) des sujets déclarent parler l'une de ces langues. Nous avons vu que l'emploi des langues ethniques tend à décroître fortement dans le milieu familial d'une génération à l'autre (voir les résultats pour les questions 7 à 10) ; cependant, ces réponses, associées aux rapports des enquêteurs selon lesquels les sujets évoquaient avec plaisir leur compétence en langues vernaculaires centrafricaines, tendent à indiquer que pour le présent, ces langues sont encore parlées par la majorité des banguissois.

3.2.2. La compétence linguistique a été analysée en fonction de trois variables : le nombre d'années de résidence à Bangui, la profession, et le groupe d'âge. Une hypothèse de départ était que le nombre d'années de résidence à Bangui pouvait avoir une influence sur la compétence linguistique de ses habitants. Les réponses des sujets à la question 11 ont donc été analysées selon qu'ils avaient résidé à Bangui pendant moins de trois ans, entre trois et dix ans, ou plus de 10 ans. Selon notre hypothèse les "vieux" résidents étaient plus susceptibles de posséder une compétence en français et en

sango et d'avoir oublié la langue ethnique, tandis que les résidents plus récents parlaient davantage la langue ethnique de leur lieu d'origine, plutôt que le sango ou le français. Le Tableau 4 présente les résultats pour la question 11 en fonction du nombre d'années de résidence à Bangui (voir Tableau 4, p. 54).

3.2.3. Nous voyons tout d'abord que le nombre de sujets que nous appelons les Banguissois "récents" (moins de trois ans de résidence) est très faible (6, soit 2,8 % de notre population). Il semble difficile de tirer des conclusions d'un pourcentage aussi minime. Toutefois, nous voyons que les langues parlées varient peu d'une catégorie de résidents à l'autre : dans les trois catégories, la majorité déclare parler sango, français, et une ou plusieurs autres langues ethniques, quelle que soit la durée de séjour à Bangui. On note cependant une légère diminution du pourcentage de sujets parlant uniquement sango et une ou plusieurs langues ethniques (à l'exclusion du français) avec l'augmentation du temps de résidence à Bangui - qui favorise donc l'apprentissage du français. De même, la compétence en sango et français uniquement (à l'exclusion d'autres langues ethniques) tend à augmenter sensiblement avec la durée de résidence à Bangui. La Figure 2 montre les variations dans la compétence linguistique en fonction de la durée de résidence à Bangui (voir Figure 2, p. 55).

Rappelons que le petit nombre de sujets habitant Bangui depuis moins de trois ans limite la fiabilité de nos résultats et la portée de nos commentaires concernant l'influence de cette variable⁴.

3.2.4. En analysant les résultats pour les langues parlées en fonction des catégories professionnelles, nous avons pu mettre en évidence le fait que c'est chez les agriculteurs et sans profession uniquement que le tri-linguisme est sensiblement moins élevé (44 % contre 76,66 % pour l'ensemble de la population). C'est également dans cette catégorie que l'on trouve le seul sujet dans notre population déclarant ne pas parler le sango, et le seul sujet déclarant ne parler que le sango. Pour tous les autres groupes professionnels, les réponses concernant les langues parlées sont sensiblement les mêmes. Le Tableau 5 présente les résultats pour la question 11 en fonction des catégories professionnelles (voir Tableau 5, p. 55).

La troisième variable considérée pour l'analyse des langues parlées était l'âge des sujets. Ils se répartissaient en trois groupes, selon qu'ils avaient moins de 30 ans, de 30 à 40 ans, ou plus de 40 ans. Le Tableau 6 présente les résultats en fonction de cette variable (voir Tableau 6, p. 56).

Les chiffres semblent confirmer ce qui est apparu plus haut à propos de l'utilisation des langues en famille. C'est chez les sujets les plus âgés que l'on trouve le plus fort pourcentage de personnes capables de parler au moins trois langues (sango + français + autre) ; dans le groupe des plus de

40 ans, une seule des personnes interrogées a déclaré ne pas parler une autre langue centrafricaine que le sango. De plus, tous les plus de 40 ans ont déclaré parler français.

Cependant, s'il est vrai que le multilinguisme décroît chez les plus jeunes par rapport à leurs aînés, le pourcentage des moins de 30 ans déclarant parler les trois langues est encore assez élevé (73,72 %). Le degré réel de compétence dans les langues ethniques mériterait d'être établi par des mesures objectives, mais il semble que ces langues soient encore très présentes dans la configuration sociolinguistique de la capitale, même parmi les jeunes. Il semble par ailleurs qu'une certaine stabilisation du degré de multilinguisme peut être observée chez les groupes des 30-40 ans et de moins de 30 ans. Les Figures 3 et 4 représentent les variations dans les langues parlées et dans le multilinguisme selon les groupes d'âge (voir Figures 3 et 4, p. 56 et 57).

3.3. Perception du rôle actuel du sango

3.3.1. Les questions n° 13, 14, 16, 17, 25 et 26 avaient pour objet de mettre en évidence la manière dont les Centrafricains perçoivent le rôle du sango. Il était d'abord demandé aux sujets de dire si, selon eux, tous les Centrafricains parlent sango. Nous avons vu dans la section qui précède que 99,04 % des répondants ont déclaré parler sango. Il semble donc qu'à Bangui pratiquement tout le monde soit capable de s'exprimer dans cette langue. La question posée ici aux sujets interroge sur cette capacité sur l'ensemble du territoire national. Les réponses montrent bien que les Banguissois sont conscients de la différence existant entre la capitale et le reste du pays, et du rôle plus important des autres langues par rapport au sango en dehors de la capitale : 40,56 % des personnes interrogées ont répondu positivement à cette question ("Tous les Centrafricains parlent sango"). C'est chez les commerçants que la proportion de OUI a été la plus forte (56,52 %). Ceci semble confirmer le rôle important du sango dans le commerce local. Le Tableau 7 indique le pourcentage des réponses positives pour cette question selon les catégories socio-professionnelles (voir Tableau 7, p. 57).

3.3.2. Les sujets devaient ensuite dire s'ils considéreraient que le sango est une langue assez riche pour être employée dans n'importe quelle conversation ; 47,17 % des sujets ont répondu positivement à cette question. La déviation de ce pourcentage moyen est faible dans chaque catégorie professionnelle. Il n'est pas surprenant de constater que c'est chez les commerçants et les agriculteurs et sans profession que l'on trouve des pourcentages légèrement plus élevés que dans les autres catégories. Il semble en effet, d'une part, que les registres de langue employés par ces deux groupes soient plus restreints que dans les autres groupes. D'autre part, le sango a, depuis longtemps, véhiculé les termes employés dans le commerce et la culture de la terre, deux activités fort anciennes dans la région. Il n'est pas

surprenant que ce contexte influence la perception de l'aptitude du sango telle qu'elle apparaît ici. En toute logique, les résultats montrent également que c'est chez les cadres que l'aptitude du sango est jugée le plus sévèrement. Ceux-ci sont en effet susceptibles d'utiliser un vocabulaire plus abstrait et plus spécialisé dans les notions "occidentalisées". Le Tableau 8 indique le pourcentage de réponses positives pour cette question selon les catégories professionnelles (voir Tableau 8, p. 58).

Il serait intéressant de découvrir si la "richesse" de la langue est perçue différemment par les sujets selon qu'ils sont d'ethnie sango ou non. Etant donné le très petit nombre de personnes interrogées ayant au moins un parent sango (4 sur 210), nous n'avons pas jugé bon d'analyser séparément leurs réponses ici.

3.3.3. Les questions 16 et 17 demandaient aux sujets d'indiquer si, selon eux, il est nécessaire de connaître, d'une part le sango, et d'autre part le français, pour pouvoir travailler à Bangui. Si l'on considère dans un premier temps la moyenne des réponses à chacune de ces deux questions, il apparaît que le sango est jugé nettement plus utile que le français (53,30 % contre 37,73 %). La répartition des réponses positives selon les catégories professionnelles fait apparaître, pour le sango, une large dominance des fonctionnaires (75,67 %) sur les autres groupes (tous situés entre 42 % et 59 %). Le sentiment exprimé verbalement par certains Centrafricains se trouve confirmé : le rôle du sango a pris une importance considérable dans les organes administratifs (qui assurent la communication interne dans le pays), et ce pourrait être un aspect déterminant pour son développement futur.

Quant au rôle du français, il se trouve associé surtout à deux catégories professionnelles, les cadres et les enseignants, dont les fonctions font davantage appel à cette langue que celles des autres groupes. Il serait par ailleurs intéressant de découvrir pourquoi 29,82 % seulement des étudiants ont répondu positivement à cette question. L'une des raisons peut en être simplement que ce sont les plus jeunes des répondants de notre échantillon, donc ceux qui ont eu le plus d'exposition au sango urbain, et ont appris cette langue alors qu'elle avait déjà gagné du terrain et sur le français et sur les autres langues ethniques. Le Tableau 9 présente les réponses à ces questions (voir Tableau 9, p. 58).

3.3.4. Les sujets devaient également indiquer leur sentiment quant à l'utilisation de la langue sango écrite par les personnes sachant lire et écrire. Le Tableau 10 présente les résultats pour les deux questions 25 et 26. Les pourcentages de sujets ayant choisi les différentes options sont indiqués en fonction des catégories professionnelles. Si l'on peut dire que les chiffres indiqués ici tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle le sango est essentiellement une langue orale, la différence de pourcentages entre les

réponses concernant l'écriture et la lecture dans la catégorie SOUVENT (respectivement 3,80 % et 26,19 %) peut surprendre. Certains commentaires spontanés de la part des personnes interrogées ont mis en évidence le fait que lire en sango signifie le plus souvent lire la Bible ou l'Évangile. On sait que les missionnaires utilisent depuis longtemps les langues indigènes dans le cadre de leur évangélisation, et en particulier que la Bible et l'Évangile ont été traduits en langues africaines. Il était logique que la langue véhiculaire sango soit largement utilisée dans ce contexte en Centrafrique. Nous reviendrons plus loin sur la question de la variété de sango utilisée dans le domaine de la religion (voir Tableau 10, p. 59).

Le pourcentage plus élevé de commerçants et d'agriculteurs ayant donné la réponse SOUVENT à la question sur la lecture en sango semble indiquer que pour ceux-ci, qui dans leurs activités professionnelles ont peu recours à l'écriture, les activités de lecture, probablement limitées essentiellement à la religion, se font en sango. Par contre, on remarque que le jugement des fonctionnaires, qui, nous l'avons vu, utilisent largement la langue orale, est bien différent. Ceux-ci, en effet, utilisent en général la langue française lorsqu'ils écrivent, et ont davantage la perception d'un contexte où l'écriture, tout comme la lecture, se fait en français.

3.4. Expression du rôle souhaité pour le sango

3.4.1. Les questions n° 15, 18, 19 et 20 avaient pour but de faire exprimer aux sujets leurs désirs ou prévisions concernant le rôle du sango. La question proposant d'enseigner le sango à l'école a fait l'unanimité. Sur l'ensemble des sujets, 82,54 % ont répondu positivement à cette question. Chez les enseignants les réponses positives atteignent 92,30 %. Ces pourcentages sont extrêmement significatifs. Dans le contexte actuel où tout l'enseignement est officiellement dispensé en français, cette attitude chez l'ensemble des répondants semble indiquer que la voie est ouverte pour l'introduction officielle du sango dans les programmes d'enseignement. On sait en effet que l'un des risques d'une telle mesure est le rejet du changement par la population - en particulier par les parents d'élèves (voir le cas du Sénégal, par exemple) -, rejet qui peut entraîner l'échec partiel ou total du changement proposé. Notre propos n'est pas ici d'exposer les avantages ou les inconvénients que peut présenter l'introduction du sango à l'école. Les enseignants centrafricains semblent tout à fait convaincus des avantages d'une telle mesure. Ces avantages cependant ne doivent pas faire négliger les difficultés et la complexité d'une telle tâche. Le Tableau 11 présente les pourcentages des réponses positives à cette question selon les catégories professionnelles (voir Tableau 11, p. 59).

3.4.2. La question 18 interrogeait sur la nécessité pour les étrangers travaillant à Bangui d'apprendre le sango ; 83,96 % des sujets interrogés ont répondu positivement. Les OUI dominaient fortement dans toutes les

catégories professionnelles. Il semble que cette attitude sur la valeur instrumentale du sango soit particulièrement révélatrice d'un contexte où le concept de "français-valeur, symbole de développement et de culture", cher à la colonisation, a aujourd'hui laissé la place au concept de "sango instrument de développement." Le Tableau 12 présente les réponses à cette question pour les différentes catégories professionnelles (voir Tableau 12, p. 60).

3.4.3. La question 19 demandait aux sujets de dire si, selon eux, le sango viendrait à remplacer le français à l'école. Il s'agissait ici de la fonction du sango comme langue d'enseignement (et non plus comme langue enseignée ; voir question 15). De manière assez surprenante, une majorité de sujets (61,79 %) ont répondu positivement à cette question, que ne nuancait aucune spécification (par exemple : "à l'école primaire"). Ceci ajoute à la portée des attitudes exprimant le souhait de l'extension du rôle du sango, bien que ce sentiment soit tempéré par des incertitudes, nous le verrons plus loin.

Ajoutons que ce sont les commerçants qui sont le plus en faveur de ce changement, tandis que les cadres - dont la formation a été très dépendante de la langue française - totalisent le pourcentage de réponses positives le plus bas (48,38 % de OUI). Le Tableau 13 présente les pourcentages de réponses positives à cette question selon les catégories professionnelles ainsi que les pourcentages pour chaque catégorie évaluant ce changement (voir Tableau 13, p. 60).

3.4.4. Les réponses à cette question peuvent être interprétées comme le souhait assez généralisé d'un tel changement, puisque, parmi les 131 sujets ayant répondu OUI, seulement 3,05 % ont déclaré que ce changement serait mauvais (17,61 % pour la totalité des répondants), et que, par ailleurs, chez les cadres où l'on trouve le plus faible pourcentage de réponses positives à cette question, le pourcentage d'évaluation de changement comme BON est aussi le plus faible. Le nombre élevé de sujets ne pouvant se décider quant aux bénéfices du changement (39,52 % de tous les répondants, et 36,64 % de ceux ayant répondu OUI) semble révéler un sentiment d'incertitude quant aux possibilités réelles immédiates. Ceci est en relation avec les réponses à la question 14, où 47,17 % seulement des personnes interrogées jugeaient que le sango était adéquat pour tous les types de communication. Les réponses "NI BON NI MAUVAIS" pourraient en fait être interprétées de deux manières : il pourrait s'agir soit d'indifférence au changement et à l'emploi de la langue à l'école, soit d'incertitude quant à la capacité de réalisation du changement. Etant donné les attitudes favorables au sango exprimées dans les autres réponses, il nous semble que la deuxième alternative doit être choisie ici. Exception faite des cadres, dont nous avons parlé plus haut, l'ensemble de la population interrogée a émis des réponses assez semblables à ces deux questions⁵.

3.5. Perception de la compétence en sango et en français

3.5.1. On demandait aussi aux sujets de juger leur propre connaissance de la langue sango et de la langue française sur une échelle à quatre niveaux. Le Tableau 14 présente les résultats pour cette question en pourcentages pour chaque catégorie professionnelle (voir Tableau 14, p. 61).

3.5.2. La première remarque que l'on peut faire à l'examen de ces résultats, c'est que l'ensemble de la population interrogée considère qu'elle connaît au moins "assez bien" les deux langues. En effet, le pourcentage de sujets ayant répondu que leur connaissance du sango ou du français n'est "pas très bonne" est très faible (respectivement 4,28 % et 3,80 %). Un certain nombre de questions ou commentaires se présente ici. Rappelons d'abord que lors d'une réunion organisée en 1984 à l'initiative de l'Institut de Linguistique Appliquée de Bangui, les représentants de différents services (Santé, Agriculture, Alphabétisation, etc...) avaient débattu du problème crucial posé par l'existence de plusieurs variétés du sango. Que signifie pour les locuteurs centrafricains "bien connaître" le sango ? Existe-t-il une ou plusieurs variétés de sango auxquelles s'attachent une valeur ou un prestige plus grands qu'à d'autres variétés, et dont l'utilisation fera que l'on parle "bien" le sango⁶ ? Par ailleurs, sur quels critères se basent les répondants pour juger de leur compétence en sango ? Compétence et performance en français sont mesurées à l'école, et les règles du bon usage en sont clairement définies. Ce n'est pas le cas pour le sango. Il est possible que la capacité de communiquer aisément soit le principal critère d'appréciation. Comment sont alors perçues les différences de registre d'une langue à l'autre ? Est-ce qu'un sango exempt d'emprunts au français est jugé "meilleur" ? Toutes ces questions méritent d'être examinées.

3.5.3. En ce qui concerne la perception par les personnes interrogées de leur propre compétence en sango et en français, nous analyserons d'abord les résultats selon les catégories socio-professionnelles. Pour le sango, c'est chez les commerçants que le pourcentage de réponses "excellente" ou "bonne" est de loin le plus élevé (73,90 %) (on notera que c'est pour eux que le sango est vraiment la langue utile dans le contexte banguissois), et chez les agriculteurs et sans emploi que ce pourcentage est le plus bas (44 %). Le pourcentage moyen pour l'ensemble de la population interrogée est de 55,70 %.

Les résultats pour le français indiquent que les cadres et les enseignants sont les catégories chez qui le plus grand nombre de personnes jugent bonne ou excellente leur connaissance de cette langue (80,63 % et 84,20 %, alors que la moyenne est de 64,85 % pour l'ensemble des personnes interrogées). A propos des 3,80 % des répondants qui ont déclaré que leur connaissance du français n'est pas très bonne, il est permis de s'interroger sur les critères utilisés pour l'appréciation de la compétence en

français. Pouvons-nous dire que la capacité de communiquer aisément dans cette langue soit une caractéristique générale de l'ensemble de la population de Bangui ?

3.5.4. Les réponses aux questions interrogeant sur l'influence réciproque des deux langues dans le parler des sujets appellent un certain nombre de remarques. Pour l'ensemble de la population interrogée, 51,42 % des répondants considèrent que leur connaissance du sango n'influence pas du tout la manière dont ils parlent français. Si l'on peut juger que chez les cadres la maîtrise de la langue française a atteint un niveau où l'influence du sango est réduite (70,96 % d'entre eux ont choisi cette réponse), les réponses choisies peuvent paraître surprenantes de la part d'autres catégories de personnes. La différence de perception de l'influence réciproque des deux langues dans le parler des sujets apparaît clairement : seulement 28,57 % d'entre eux jugent que leur connaissance du français n'influence pas du tout leur sango (32,38 % pensent qu'elle l'influence beaucoup, contre seulement 10,95 % dans le cas de l'influence inverse). Il semble donc que les sujets dans l'ensemble ne soient pas vraiment conscients des africanismes présents dans leurs énoncés en français, mais qu'ils reconnaissent par contre les nombreux emprunts lexicaux au français lorsqu'ils s'expriment en sango. Les variations observées dans ces jugements selon les catégories professionnelles sont faibles, à l'exception, nous l'avons vu, des cadres. On relève cependant chez les fonctionnaires le sentiment plus prononcé que le français a peu ou pas d'influence sur leur sango. Disposent-ils d'un registre de langue administrative autonome ? Une étude détaillée des variétés de sango, là encore, pourrait seule apporter une réponse à cette question. Le Tableau 15 présente les pourcentages des réponses choisies pour les questions 23 et 24 selon les catégories professionnelles (voir Tableau 15, p. 62).

3.6. Langues nationales et langues importées : attitudes

3.6.1. Le troisième volet du questionnaire, ainsi que nous l'avons indiqué, avait pour objectif d'identifier ouvertement les attitudes des sujets vis-à-vis du sango et du français, et de manière plus générale, vis-à-vis des langues nationales africaines et des langues importées "officielles" comme le français ou l'anglais.

3.6.2. Avant de discuter les résultats obtenus dans cette section du questionnaire, il nous semble indispensable d'émettre certaines réserves. Ces réserves sont de deux types : elles concernent d'une part le contenu de cette partie de l'enquête, et d'autre part sa forme et son mode d'administration. Du point de vue du contenu des énoncés proposés à l'appréciation des personnes interrogées, il est apparu que pour certaines couches de population, certains des concepts présentés étaient peut-être trop complexes, ou ne pouvaient être différenciés aisément les uns des autres en raison de

"subtilités", c'est-à-dire, le plus souvent, de la complexité linguistique des énoncés proposés. Rappelons cependant que les enquêteurs traduisaient en sango pour les sujets ayant une connaissance insuffisante de la langue française. Du point de vue de la forme, la grande majorité des sujets manquaient de pratique dans ce genre d'exercice (questions à choix multiples), ce qui a probablement influencé le choix des réponses (selon leur position, par exemple). Ainsi, une petite proportion des sujets ont marqué leur accord à tous les énoncés - ne sachant opérer un choix. Par ailleurs, et nous reviendrons sur les difficultés rencontrées au cours de l'enquête, les enquêteurs ont fait état des craintes ou du refus catégorique de certaines personnes lorsqu'il s'est agi d'exprimer leur opinion dans un domaine qu'ils jugent politique et susceptible de mettre leur sécurité en jeu. On peut donc supposer, comme l'a noté un enquêteur dans son rapport, que certaines attitudes n'ont pas toujours été ouvertement exprimées.

3.6.3. Ceci étant, nous n'avons pas jugé utile d'analyser les résultats de cette section du questionnaire selon la méthode utilisée pour les deux premiers volets. Nous présentons donc ici les tendances révélées par les opinions de l'ensemble de la population interrogée. Les résultats sont présentés dans les Tableaux 16 et 17. Suivant la procédure suivie par Hofman (1977) à qui nous avons emprunté les éléments de cette section du questionnaire, les questions sont groupées selon qu'elles se rapportent aux langues africaines locales (Tableau 16) ou aux langues de grande communication (Tableau 17). Dans l'interprétation des résultats, il faut se rappeler que l'on demandait aux sujets de dire quels étaient les arguments qu'ils approuvaient parmi ceux qui étaient présentés. Le score obtenu pour chaque argument varie donc selon qu'il a recueilli plus ou moins d'approbation. C'est le pourcentage relatif de sujets ayant choisi les différents arguments qui est à prendre en compte, le nombre de voix recueilli par chaque argument étant significatif essentiellement par le rang qu'il occupe par rapport aux autres arguments.

Dans ces tableaux, les arguments de chaque question sont énumérés dans l'ordre selon le type d'attitude qu'ils indiquent : sentimentalisme (plaisir personnel à utiliser une langue) ; valeur (la langue vue comme symbole interpersonnel ou public) ; instrumentalisme (avantages personnels retirés de l'emploi de la langue) ; et communication (la langue est considérée du point de vue des avantages publics qui peuvent être retirés de son utilisation). L'ordre des arguments dans les tableaux n'est pas nécessairement celui dans lequel ils apparaissent dans le questionnaire (voir Tableau 16 et 17, p. 63 et p. 64).

3.6.4. Attitudes vis-à-vis du sango et des langues africaines

La première question demandait aux sujets de choisir un ou plusieurs des quatre arguments susceptibles d'expliquer pourquoi "les langues

nationales se développent en Afrique". La majorité des sujets (79,19 %) a choisi le premier argument, exprimant le désir des Africains de s'exprimer dans leur propre langue. Ce choix reflète une orientation sentimentale de l'ensemble des sujets. L'argument choisi en second exprimait le désir d'oublier le colonialisme (valeur ; 50,47 %).

En ce qui concerne la promotion du sango en R.C.A., la majorité des sujets (80,47 %) s'est prononcée en faveur de l'argument selon lequel cette promotion rend plus efficace la communication entre les différentes ethnies. L'argument choisi en second était la capacité d'apprécier la littérature africaine (50 % ; sentimentalisme).

Pour la troisième question, l'argument de communication à propos du rôle de la langue nationale en R.C.A. a également recueilli le plus grand nombre de voix (79,19 %), tandis que l'argument sentimental ("occasion d'exprimer ses sentiments") recueillait 59,04 % de réponses favorables. Le rôle de la langue nationale en tant que cristallisateur de l'identité nationale vient seulement en troisième position, avec 53,80 % des choix.

3.6.5. Attitudes vis-à-vis des langues importées

3.6.5.1. A la question proposant un choix de raisons qui ont pu donner à l'anglais et au français leur statut spécial en Afrique, la majorité des sujets (77,14 %) ont répondu que les Africains ont été forcés d'utiliser ces langues (argument de communication). La discrimination entre les arguments qui expliquaient pourquoi le français est obligatoire à l'école a été moins claire. Le premier rôle choisi est celui selon lequel le français est la langue de la culture et de la science (60 % ; argument de valeur). L'argument instrumental, en l'occurrence qu'il est plus facile de trouver un emploi si l'on connaît le français, n'a été choisi qu'en second (50,95 %). Ceci est en accord avec les réponses à la question 17, qui indiquaient que 37,73 % seulement des personnes interrogées estimaient que le français est indispensable pour travailler à Bangui.

Dans la troisième question concernant les relations entre langues indigènes et langues importées, qui avait trait au problème général de l'unification linguistique d'un pays, le choix des arguments n'a pas non plus été très marqué ; 62,38 % des sujets ont choisi l'argument selon lequel l'unité nationale va de pair avec l'unité linguistique. L'argument choisi en second, selon lequel la littérature nationale ne se développe que s'il existe une unité linguistique, a recueilli 52,85 % de réponses.

3.6.5.2. Comme indiqué plus haut, nous avons jugé qu'il serait tout à fait artificiel de pousser l'analyse de ces résultats en identifiant les réponses selon les catégories d'âge, de profession, ou de groupe ethnique. En effet, nous le redisons ici, un tel questionnaire est apparu un peu trop sophistiqué

pour pouvoir fournir des données exploitables statistiquement. Il serait cependant intéressant de découvrir s'il existe des variations systématiques dans les attitudes selon les différents types de population. Des questionnaires plus adaptés aux différents groupes interrogés devront être élaborés.

Dans les trois questions traitant du sango spécifiquement, un certain consensus est apparu. Ce sont les arguments de sentimentalisme (désir de s'exprimer dans sa langue) et de communication qui ont, aux trois séries d'arguments, obtenu plus de 75 % des choix. L'argument s'approchant de plus près de ce pourcentage est assez loin derrière (59,04 %), et est également un argument de sentimentalisme (donner l'occasion d'exprimer ses sentiments). Il semble donc que les Centrafricains sont sentimentalement attachés à la langue nationale, et lui donnent une grande valeur comme instrument de communication au sein du pays.

3.6.5.3. En ce qui concerne le français, le seul argument dépassant 75 % est celui selon lequel les Africains ont été forcés par les colonisateurs à apprendre cette langue. Il ne semble pas que le passé colonial soit oublié. Les deux autres arguments choisis par 60 % et 62,38 % des sujets respectivement se rapportent à la valeur du français comme langue de culture et de science d'une part, et à la valeur d'une langue indigène par opposition au français comme ciment de l'unité nationale. Il se dégage donc de ces jugements que le français a été une langue imposée, qui demeure parce qu'elle ouvre le pays sur la culture et la science en général.

4. RÉSUMÉ ET CONCLUSION

4.1. Comme le note Kaplan (1984), le terme "développement" présente des connotations différentes selon qu'il est modifié par l'adjectif "linguistique" ou par l'adjectif "économique". Dans le cas de la R.C.A., les efforts pour le développement économique du pays se sont accompagnés d'une part de l'expansion du sango - il n'y a pas, en effet, de développement national sans une certaine homogénéité linguistique - et, d'autre part, se doublent du développement linguistique de cette langue, et plus spécifiquement de sa modernisation et de son adaptation à l'évolution de la société. La planification linguistique, qui fait partie du contexte global du développement, doit, comme toute planification, faire le point des ressources qu'elle veut planifier : elle fait l'inventaire des forces en présence, afin d'établir les ressources disponibles et les potentialités, et aussi de mettre en évidence les freins et les forces d'inertie dont il faudra tenir compte. La formulation d'une politique linguistique, donc, passe par l'étude, entre autres, de l'utilisation des langues, et des attitudes vis-à-vis de ces langues. L'enquête récente de Wenezoui (1981) avait indiqué que le sango tend à gagner du terrain en milieu urbain. Il importait de cerner les modalités de cette expansion.

4.2. Nous avons voulu couvrir dans cette étude l'ensemble de la capitale, et nous avons inclu dans notre enquête différents groupes d'âge, de profession et différentes ethnies. Nous voulions en outre analyser les attitudes vis-à-vis des langues, et plus précisément la perception qu'ont les Centrafricains des rôles actuels, futurs, et souhaitables du sango et du français.

Notre premier questionnaire en 1982 testait essentiellement l'état d'esprit général et la validité de la forme de l'instrument utilisé. Le questionnaire utilisé ici interrogeait aussi sur les autres langues centrafricaines afin de déterminer leur importance dans les différents groupes de population par rapport au sango et d'identifier la présence des différentes ethnies centrafricaines en milieu urbain.

4.3. Deux cent dix personnes ont été interrogées. Ces personnes appartenaient à différents groupes d'âge, à différentes ethnies, et à différents milieux socio-professionnels. Il s'agissait de recueillir des renseignements représentatifs de l'ensemble de la population de Bangui. Nous avons évoqué la question de la représentativité de notre échantillon en l'absence de toute statistique quant à ces caractéristiques de la population de cette capitale. Nous avons estimé que l'échantillon de population sollicité par une bonne vingtaine d'enquêteurs opérant dans différents milieux permettait d'obtenir un degré de représentativité acceptable. Nous avons mis en évidence l'importance numérique du groupe d'âge le plus jeune et du milieu enseignants/étudiants dans la population interrogée, ainsi que le rôle primordial que peuvent jouer ces deux catégories dans l'organisation de la politique linguistique d'un pays. Nous n'avons pas jugé utile pour cette enquête d'identifier le sexe des personnes interrogées. Nous savons cependant que la population du sexe masculin domine au sein des établissements d'éducation centrafricains.

4.4. Bien que nous ayons choisi de faire réaliser le travail sur le terrain par des enquêteurs centrafricains, appartenant souvent, de plus ou moins près, aux milieux dans lesquels ils enquêtaient, les difficultés rencontrées ont été réelles. Le premier type de difficultés est inhérent à l'enquête par questionnaire ; les enquêteurs eux-mêmes ont perçu la difficulté de collecter des données exactes sur les attitudes, et ont rapporté que certains répondants avaient peut-être choisi ce qu'ils pensaient qu'il fallait dire plutôt que ce qu'ils pensaient réellement. A ce phénomène doit s'ajouter le manque d'habitude de l'ensemble de la population de répondre à des enquêtes. Par ailleurs, malgré l'anonymat qui était garanti verbalement et par écrit aux personnes interrogées lorsque le questionnaire leur était présenté (on ne leur demandait ni nom, ni adresse, ni lieu de travail), un certain nombre d'entre elles ont manifesté des réticences marquées par "peur d'avoir des ennuis" ou de perdre leur place.

De même que le déroulement de l'enquête a mis en évidence les problèmes que nous venons de mentionner, il a également fourni des indications complémentaires des réponses obtenues directement dans le questionnaire. Un certain nombre des répondants ont exprimé aux enquêteurs leur satisfaction d'avoir l'occasion de se rappeler les langues qu'ils connaissaient, de voir le sango faire l'objet de recherches scientifiques, et que l'on envisage de l'enseigner à l'école. Ces réactions donnent plus de relief aux réponses positives à la question 15 (sur l'introduction du sango à l'école comme matière enseignée).

4.5. Les informations recueillies au cours de cette enquête révèlent que la population actuelle de Bangui est en grande majorité née hors de la capitale, et que l'ensemble des groupes ethniques centrafricains y est représenté.

4.5.1. Dans l'utilisation des langues en famille, le degré de bilinguisme en sango et langue ethnique est plus élevé chez les adultes que chez les enfants, chez qui le sango domine plus largement. L'utilisation du français à la maison est très limitée, à tous les niveaux de communication. La dominance du sango apparaît aussi bien dans les familles issues de mariages entre membres d'une même ethnie que dans celles issues de mariages mixtes.

Les trois-quarts de la population interrogée déclarent parler au moins trois langues, sango, autre(s) langue(s) centrafricaine(s) et français. C'est chez les personnes de plus de 40 ans que l'on rencontre le plus d'individus se déclarant capables de parler les trois langues (94,44 %). Cependant, cette capacité tend à se stabiliser chez les plus jeunes : on observe en effet peu de variations entre le groupe des 30-40 ans et celui des moins de 30 ans. En accord avec les hypothèses de départ, l'augmentation du temps de résidence à Bangui tend à favoriser l'apprentissage du français, tout en diminuant sensiblement la compétence en langue(s) ethnique(s). Cependant, ce phénomène n'est pas aussi sensible qu'on pourrait le supposer. Les langues ethniques restent très présentes. C'est chez les agriculteurs et sans profession que le multilinguisme est le moins répandu.

4.5.2. Le sango est perçu par les Banguissois comme une langue qui coexiste avec les autres langues dans le reste du pays, où tout le monde n'est pas censé parler sango.

A Bangui, le sango est jugé plus utile que le français (53,20 % contre 37,73 %), bien que l'on reconnaisse les limitations du sango dans certains types de communication. Ce n'est pas une langue utilisée actuellement dans l'ensemble pour lire ou pour écrire, mais la majorité des sujets est favorable à son introduction à l'école. Si les avis sont unanimes en faveur de l'enseignement de cette langue en milieu scolaire, des incertitudes apparaissent en ce qui concerne son emploi comme langue d'enseignement (en remplacement du français), incertitudes qui semblent être dues au sentiment de son

inaptitude présente à cette fonction. Le sentiment général a été exprimé que les étrangers travaillant en Centrafrique devraient apprendre le sango.

La majorité des sujets ont jugé que leur connaissance du sango et du français était assez bonne. Quant à l'influence de chacune de ces langues dans le parler des individus bilingues, le sentiment général est que le sango a peu d'influence sur le français, tandis que le français en a davantage sur le sango. L'enquête a également fait apparaître l'attachement sentimental des Centrafricains à la langue nationale, ainsi que leur conscience du rôle que joue une langue nationale pour la communication interne dans le pays. Le français est accepté davantage par nécessité que par choix.

4.5.3. Certaines conséquences des faits mis en évidence peuvent être présentées ici. Puisque le sango est la langue employée à la maison par la majorité des enfants, on peut en déduire que le français appris à l'école se présente comme une langue seconde. Son apprentissage pourrait se trouver facilité par l'emploi systématique des méthodes d'enseignement des langues secondes. La diminution du bilinguisme familial chez les enfants par rapport aux adultes appelle également des commentaires. Ce phénomène signifie-t-il que les langues ethniques sont réellement en diminution à Bangui ? Nous avons dit que cela ne semble pas être le cas pour le moment. Peut-on penser qu'un mouvement en faveur de ces langues est susceptible de s'amorcer lorsque le sango aura consolidé son statut linguistique (en acquérant standardisation et développement). En d'autres termes, le statut des langues ethniques peut-il bénéficier du progrès du sango ("si une langue centrafricaine peut devenir largement utilisable, les autres ont tout autant de qualités"). Ceci n'est pas exclu si l'on considère l'attachement sentimental aux langues centrafricaines révélé dans cette enquête.

4.5.4. Cette étude avait pour but de faire apparaître certaines caractéristiques de l'emploi des langues à Bangui et d'identifier les attitudes vis-à-vis de ces langues. Des études futures pourront déterminer de manière plus précise la montée du sango en enquêtant au sein de groupes d'âge déterminés et en fonction de différents domaines d'utilisation de la langue. Le comportement linguistique particulier de certaines ethnies pourra également être étudié. Une comparaison de la diffusion du sango à Bangui et dans les autres centres urbains pourra être entreprise.

En ce qui concerne la question sur l'"aptitude" du sango à être utilisé dans des domaines déterminés, des données intéressantes pourraient être recueillies en faisant traduire à des personnes qualifiées des passages techniques sélectionnés, du français en sango. D'autres traducteurs seraient sollicités pour traduire à nouveau ces traductions en français, sans consulter les originaux. Il serait utile de noter les commentaires des traducteurs sur les difficultés rencontrées. Une analyse des trois versions révélerait les

emprunts, les "inventions" de mots nouveaux, les synonymes imparfaits, les circonlocutions, etc...

4.5.5. La description de la langue pourrait bénéficier de ce type d'analyse. En effet, le sango actuel présente tout à la fois des caractéristiques de créolisation et de pidginisation, qu'il faudra décrire de manière systématique (simplification, emprunts aux langues en contact, ...).

Puisque le sango semble devenir la langue première d'un nombre croissant de jeunes enfants à Bangui, il sera nécessaire d'étudier les étapes de son acquisition, et son développement en relation avec le développement cognitif de l'enfant.

Par ailleurs, si le sango doit être introduit à l'école, des recherches devront être entreprises pour déterminer les normes de cette langue. En particulier, dans le processus de standardisation, devra être résolue la question des variétés de sango. Une étude systématique des jugements portés sur la valeur des différentes variétés pourrait être entreprise dans le cadre des recherches pour établir les normes du "bon sango".

Jeannine GERBAULT
Université de Bangui

BIBLIOGRAPHIE

- DESCHAMPS-WENEZOUÏ (M.), 1981, *Le français, le sango et les autres langues centrafricaines. Enquête socio-linguistique au quartier Boy-Rabe (Bangui, Centrafrique)*, Paris, SELAF, 187 p.
- GERBAULT (J.), 1983, *Societal Factors and Bilingual Education Policies*. Ph. D. Dissertation, Los Angeles, University of California, 280 p.
- HOFMAN (J.E.), 1977, "Language attitudes in Rhodesia", FISHMAN (J.A.), COOPER (R.L.), CONRAD (A.W.) (eds), *The Spread of English*, Rowley, Mass., Newbury House, pp. 277-301.
- INSTITUT PÉDAGOGIQUE NATIONAL, 1980, *Le sango en République Centrafricaine*, Bangui, RCA, 31 p.
- JERNUDD (B.H.), DAS GUPTA (J.), 1971 "Towards a theory of language planning", RUBIN (J.) and JERNUDD (B.H.) (eds), *Can Language Be Planned ?*, Honolulu, U. Press of Hawaii, pp. 195-215.
- KAPLAN (R.B.), 1984, "Introduction", in KAPLAN (ed), *Annual Review of Applied Linguistics 1983*, Rowley, Mass., Newbury House pp. vii-xv.
- LEWIS (E.G.), 1981, *Bilingualism and Bilingual Education*, Oxford, Pergamon Press, 455 p.
- SAMARIN (W.J.), 1966, "Self-annulling prestige factors among speakers of a creole language", BRIGHT (W.) (ed), *Socio-linguistics*, The Hague, Mouton, pp. 188-206.

TABLEAUX

Ethnie du père	Nés à Bangui			Ville de province			dans un village			à l'étranger		
	-30	30-40	+40	-30	30-40	+40	-30	30-40	+40	-30	30-40	+40
Kare				3	4		2	1	1			
pana/tali	2			5			4	4				
ngbaka-manza				1	2							
manza		1			2	2	1			1	1	
gbaya	2	2		23	8	1	3	5		3		
gbanu				1	1					1		
ali										1		
bangando-ngombe							2					
banda	6			11	5	2	3		1			
yangere				1								
langbashe			1	1			2					
ngbundu						1						
togbo	1			1								
banda-linda	1			5			1					
yakoma	1	2	1	7	1	1	2	1	1	1		
sango	1			1								
ngbandi	1				2			1				
nzakara	1			1								
ngbaka	5	1		3	4				1	1		
ngbanzili	3		1	1	2							
monzombo										1		
mpo				1								
mbati				1		1						
pande					1							
sara				2			1					
kaba	2			5	3		2					
dagba				2	1		3					
binga						1						

TABLEAU 1

Répartition de la population interrogée selon le lieu de naissance, le groupe d'âge, et l'ethnie du père (p. 31).

	entre adultes		entre enfants		adultes-enfants		enfants-adultes	
	N	%	N	%	N	%	N	%
sango	20	12,42	128	79,50	66	40,99	123	76,39
français	3	1,86	0	0	1	0,62	0	0
autre	43	26,70	4	2,48	21	13,04	6	3,72
sango + français	15	9,31	6	3,72	9	5,59	6	3,72
sango + autre	58	36,02	16	9,93	55	34,16	22	13,66
sango+franc.+autre	22	13,66	6	3,72	8	4,96	4	2,48
français + autre	0	0	1	0,62	0	0	0	0
total autre		76,38		15,75		52,16		19,86
total sango		71,41		96,87		85,70		96,25
total français		24,83		8,06		11,17		6,20

TABLEAU 2

Mariages de même ethnie - Langues parlées à la maison (p. 34).

N = 161

	entre adultes		entre enfants		adultes-enfants		enfants-adultes	
	N	%	N	%	N	%	N	%
sango	8	16,32	33	67,34	21	42,85	34	69,38
français	1	2,04	0	0	2	4,08	0	0
autre	18	36,73	1	2,04	11	22,44	1	2,04
sango + français	3	6,12	6	12,24	2	4,08	2	4,08
sango + autre	12	24,48	8	16,32	12	24,48	11	22,44
sango+franc.+sango	6	12,24	1	2,04	1	2,04	0	0
français + autre	1	2,04	0	0	0	0	1	2,04
total autre		75,49		20,40		48,96		24,48
total sango		59,16		97,94		73,45		95,90
total français		22,04		14,28		10,20		6,12

TABLEAU 3

Mariages mixtes - Langues parlées à la maison (p. 34).

N = 49

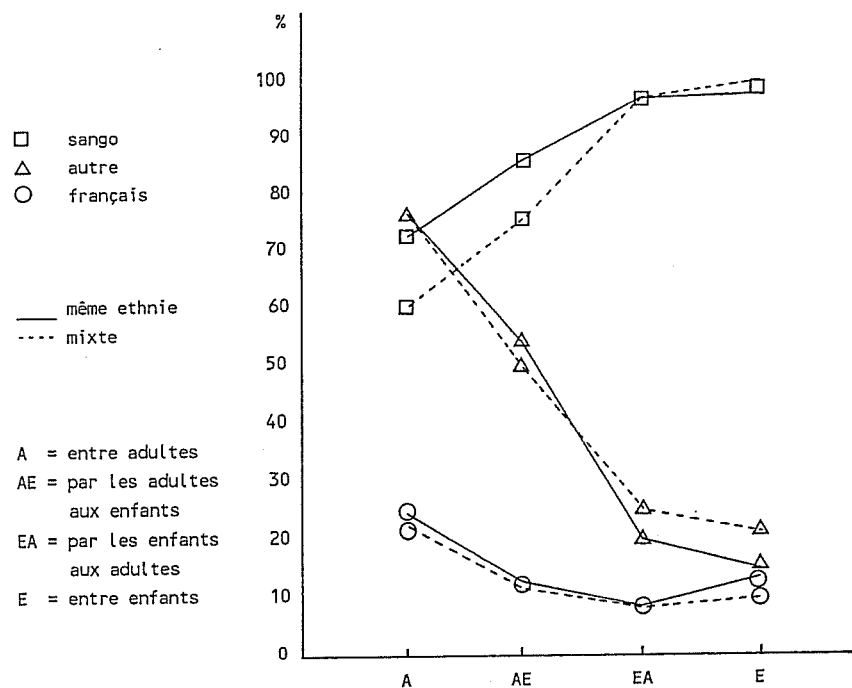


FIGURE 1
Langues parlées à la maison (p. 35)

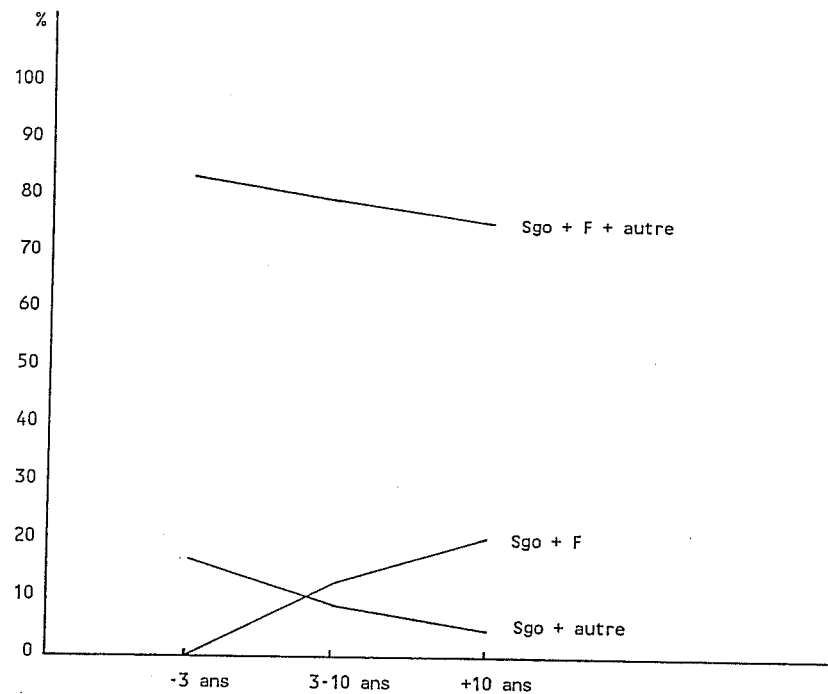


FIGURE 2
Langues parlées : variations en fonction du temps de séjour à Bangui (p. 37)

durée de résidence à Bangui	sango		sgo-fr.		sgo+autre		sgo+f+autre		franç.		F+autre		autre	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
moins de 3 ans N=6	0	0	0	0	1	16,6	5	83,33	0	0	0	0	0	0
de 3 à 10 ans N=76	0	0	9	11,84	6	7,89	59	77,63	0	0	1	1,31	1	1,31
plus de 10 ans N=128	1	0,78	27	21,09	5	3,90	95	74,21	0	0	0	0	0	0

TABLEAU 4
Langues parlées en fonction de la durée de résidence à Bangui (p. 36)

	sango		sgo+Fr		sgo+autre		sgo+fr+autre		frç	Fr+autre		autre		
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
commerçants N=23	0	0	0	0	3	13,04	20	86,95	0	0	0	0	0	0
agriculteurs N=25	1	3,99	4	15,99	8	31,99	11	44	0	0	0	0	1	3,99
Fonctionn. N=37	0	0	7	18,91	1	2,7	29	78,37	0	0	0	0	0	0
Cadres N=31	0	0	8	25,8	0	0	23	74,19	0	0	0	0	0	0
Enseignants N=39	0	0	7	17,94	0	0	31	79,48	0	0	1	2,56	0	0
Etudiants N=55	0	0	10	17,54	0	0	45	81,81	0	0	0	0	0	0
TOTAL 210	1		36		12		159		0		1		1	

TABLEAU 5
Langues parlées : variations en fonction des catégories professionnelles (p. 37)

Age	N	sango		sgo+Fr		sgo+autre		sgo+fr+autre		frç		Fr+autre		autre	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
- de 30 ans	137	1	0,72	25	18,24	8	5,83	101	73,72	0	0	1	0,72	1	0,72
30 - 40 ans	55	0	0	10	18,18	4	7,27	41	74,54	0	0	0	0	0	0
+ de 40 ans	18	0	0	1	5,55	0	0	17	94,44	0	0	0	0	0	0

TABLEAU 6
Langues parlées : variations en fonction de l'âge (p. 37)

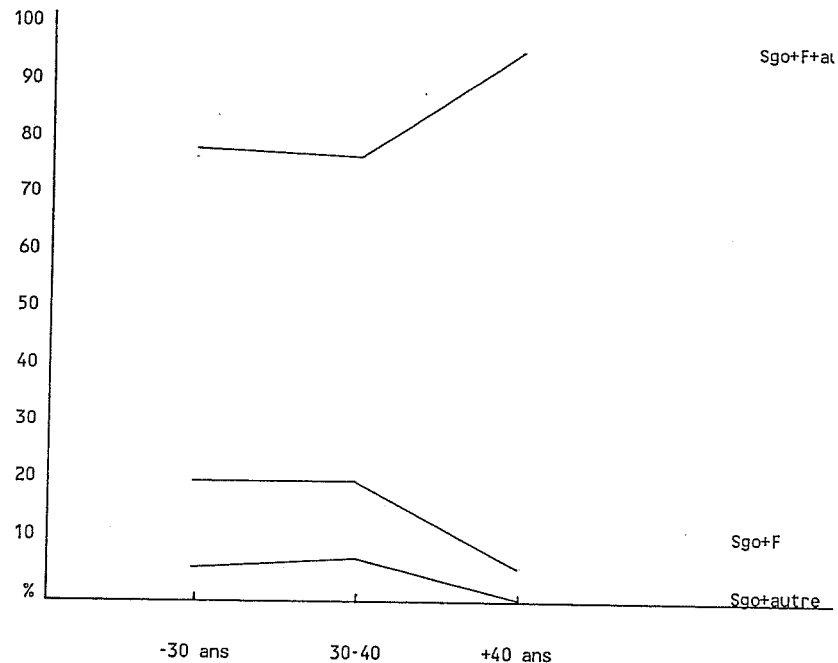


FIGURE 4
Multilinguisme : variations en fonction de l'âge (p. 38)

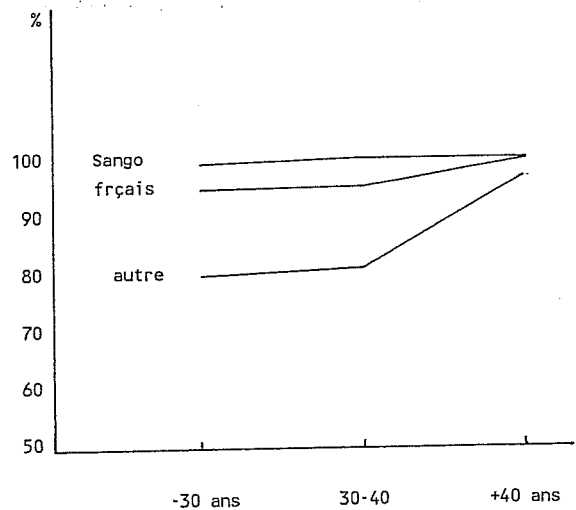


FIGURE 3
Langues parlées : variations en fonction de l'âge (p. 38)

Toutes catégories : CA = 40,56 %	
Commerçants	Co = 56,52
Agriculteurs et sans profession	Ag = 40
Fonctionnaires	Fo = 45,94
Cadres	Cd = 35,48
Enseignants	En = 33,33
Etudiants	Et = 38,59

TABLEAU 7
Pourcentage de réponses positives :
"Tous les Centrafricains parlent Sango" (p. 38)

CA = 47,17 %	:	Co = 52,17 %
	:	Ag = 52
	:	Fo = 48,64
	:	Cd = 38,70
	:	En = 48,71
	:	Et = 45,61

TABLEAU 8

Aptitude du sango pour toute communication. Pourcentage de réponses positives selon les catégories professionnelles (p. 39)

	:	sango	:	français
CA	:	53,30 %	:	37,73 %
Co	:	52,17	:	30,43
Ag	:	48	:	32
Fo	:	<u>75,67</u>	:	32,43
Cd	:	45,16	:	<u>58,06</u>
En	:	58,97	:	<u>46,15</u>
Et	:	42,10	:	29,82

TABLEAU 9

Utilité des langues pour occuper un emploi à Bangui. Pourcentage de réponses positives selon les catégories professionnelles (p. 39)

	:	JAMAIS	:	RAREMENT	:	QUELQUEFOIS	:	SOUVENT	
ÉCRIRE	CA	:	8,09 %	:	47,61 %	:	40 %	:	3,80 %
	Co	:	4,34	:	47,82	:	43,47	:	4,34
	Ag	:	<u>20</u>	:	36	:	44	:	0
	Fo	:	5,55	:	44,44	:	44,44	:	5,55
	Cd	:	6,45	:	45,16	:	41,93	:	6,45
	En	:	2,63	:	52,63	:	42,10	:	2,63
Et	:	10,52	:	52,63	:	33,33	:	3,50	
LIRE	CA	:	1,42 %	:	30,47 %	:	41,90 %	:	26,19 %
	Co	:	0	:	17,39	:	39,13	:	<u>43,47</u>
	Ag	:	4	:	24	:	32	:	<u>40</u>
	Fo	:	0	:	38,88	:	47,22	:	13,88
	Cd	:	0	:	32,25	:	38,70	:	29,03
	En	:	2,62	:	39,47	:	36,84	:	21,05
Et	:	1,75	:	24,56	:	50,87	:	22,80	

TABLEAU 10

Utilisation de la langue écrite. Pourcentage des options choisies selon les catégories professionnelles (p. 39)

CA =	:	82,54 %
Co	:	73,91
Ag	:	88
Fo	:	83,78
Cd	:	74,19
En	:	<u>92,30</u>
Et	:	80,70

TABLEAU 11

"Le sango devrait être enseigné à l'école". Pourcentages de réponses positives selon les catégories professionnelles (p. 40)

CA =	:	83,96 %
Co	:	95,65
Ag	:	88
Fo	:	78,37
Cd	:	83,87
En	:	82,05
Et	:	82,45

TABLEAU 12

"Les étrangers devraient apprendre le sango". Pourcentage de réponses positives selon les catégories professionnelles (p. 40)

:	OUI	Ce changement sera		
		BON	MAUVAIS	NI BON NI MAUVAIS
CA	: 61,79 %	38,09 %	: 17,61 %	: 39,52 %
Co	: 78,26	39,13	: 13,04	: 47,82
Ag	: 60	36	: 28	: 36
Fo	: 56,75	38,88	: 19,44	: 41,66
Cd	: 48,38	29,03	: 22,58	: 48,38
En	: 61,53	42,10	: 13,15	: 44,73
Et	: 66,66	42,10	: 12,28	: 45,61

TABLEAU 13

"Le sango remplacera le français à l'école". Jugement en fonction des catégories professionnelles en pourcentages (p. 41)

Compétence	:	EXCELLENTE	:	BONNE	:	ASSEZ BONNE	:	PAS TRES BONNE		
									Profession	
SANGO	:	CA	:	13,80 %	:	41,90 %	:	39,04 %	:	4,28 %
	:	Co	:	<u>21,73</u>	:	<u>52,17</u>	:	21,73	:	4,34
	:	Ag	:	12	:	32	:	52	:	4
	:	Fo	:	16,66	:	38,88	:	44,44	:	0
	:	Cd	:	6,45	:	<u>51,61</u>	:	38,70	:	3,22
	:	En	:	10,42	:	42,10	:	39,47	:	7,89
:	Et	:	15,78	:	38,59	:	40,35	:	5,26	
FRANÇAIS	:	CA	:	7,61 %	:	57,14 %	:	31,42 %	:	3,80 %
	:	Co	:	4,34	:	39,13	:	43,47	:	<u>13,04</u>
	:	Ag	:	16	:	40	:	40	:	4
	:	Fo	:	11,11	:	44,44	:	41,66	:	2,77
	:	Cd	:	9,67	:	<u>70,96</u>	:	16,12	:	3,22
	:	En	:	5,26	:	<u>78,94</u>	:	13,15	:	2,63
:	Et	:	3,50	:	57,89	:	36,84	:	1,75	

TABLEAU 14

Perception de la compétence en sango et en français. Pourcentages des réponses choisies selon les catégories professionnelles (p. 42)

		BEAUCOUP	UN PEU	PAS DU TOUT
le sango influence le français	CA	10,95 %	37,61 %	51,42 %
	Co	17,39	26,08	56,52
	Ag	8	36	56
	Fo	11,11	38,83	50
	Cd	3,22	25,80	70,96
	En	10,52	39,47	50
Et	12,58	49,12	38,59	
le français influence le sango	CA	32,38 %	38,57 %	28,57 %
	Co	34,78	39,13	26,08
	Ag	44	32	24
	Fo	22,22	36,11	41,66
	Cd	32,25	41,93	25,80
	En	23,68	44,73	31,57
Et	42,10	35,08	22,80	

TABLEAU 15

Perception de l'influence réciproque du sango et du français. Pourcentages de réponses choisies selon les catégories professionnelles (p. 43)

Question : options par orientation (a)	Pourcentage des sujets ayant choisi l'option	
- Raisons pour lesquelles les pays développent les langues nationales :		
Désir de s'exprimer	(S)	<u>76,19</u>
Désir d'oublier le colonialisme	(V)	50,47
Facilité accrue de gagner sa vie	(I)	19,52
Dans le but de dominer les autres groupes linguistiques	(C)	18,57
- Arguments en faveur du sango langue nationale en R.C.A. :		
Capacité accrue d'apprécier la littérature africaine	(S)	50,00
Pour que les Africains se sentent à égalité	(V)	40,95
Plus facile pour les activités	(I)	34,28
Promouvoir la communication	(C)	<u>80,47</u>
- Rôle principal d'une langue nationale :		
Donner l'occasion d'exprimer ses sentiments	(S)	59,04
Cristalliser l'identité nationale	(V)	53,80
Faire du français un choix	(I)	40,47
Aider les Africains à communiquer	(C)	<u>76,19</u>
(a) Pour chaque question, les options sont données dans le même ordre par orientation : S = sentimentalisme ; V = valeur ; I = instrumentalisme ; C = communication.		

TABLEAU 16

Attitudes vis-à-vis du sango et des langues africaines (p. 44)

Entourez la réponse que vous choisissez

- 13 Tous les Centrafricains parlent sango OUI NON
- 14 Le sango est une langue suffisamment riche pour être employé dans n'importe quelle conversation OUI NON
- 15 Le sango devrait être une matière enseignée à l'école comme les maths, l'histoire, ou les autres langues OUI NON
- 16 Un Centrafricain doit parler sango pour pouvoir travailler à Bangui OUI NON
- 17 Un Centrafricain doit parler français pour pouvoir travailler à Bangui OUI NON
- 18 Les étrangers travaillant en Centrafrique devraient apprendre le sango OUI NON
- 19 Un jour, le sango remplacera le français comme langue d'enseignement dans les écoles centrafricaines OUI NON
- 20 Ce changement sera
- | | | | | |
|--|-----|---------|-------------------|--|
| | BON | MAUVAIS | NI BON NI MAUVAIS | |
|--|-----|---------|-------------------|--|
- 21 Votre connaissance de la langue sango est
- | | | | | |
|--|------------|-------|-------------|----------------|
| | EXCELLENTE | BONNE | ASSEZ BONNE | PAS TRES BONNE |
|--|------------|-------|-------------|----------------|
- 22 Votre connaissance de la langue française est
- | | | | | |
|--|------------|-------|-------------|----------------|
| | EXCELLENTE | BONNE | ASSEZ BONNE | PAS TRES BONNE |
|--|------------|-------|-------------|----------------|
- 23 Votre connaissance du sango influence-t-elle la manière dont vous parlez français ?
- | | | | |
|--|----------|--------|-------------|
| | BEAUCOUP | UN PEU | PAS DU TOUT |
|--|----------|--------|-------------|
- 24 Votre connaissance du français influence-t-elle la manière dont vous parlez sango ?
- | | | | |
|--|----------|--------|-------------|
| | BEAUCOUP | UN PEU | PAS DU TOUT |
|--|----------|--------|-------------|
- 25 Les Centrafricains qui savent écrire écrivent en sango
- | | | | | |
|--|--------|----------|-------------|---------|
| | JAMAIS | RAREMENT | QUELQUEFOIS | SOUVENT |
|--|--------|----------|-------------|---------|

26 Les Centrafricains qui savent lire lisent en sango

JAMAIS	RAREMENT	QUELQUEFOIS	SOUVENT
--------	----------	-------------	---------

Pour chaque proposition, mettez une croix devant l'option (ou les options) que vous approuvez

- 27 Les langues nationales se développent en Afrique parce que
- la langue étrangère rappelle le colonialisme et la dépendance
 - cela permet mieux aux Africains de gagner leur vie
 - cela permet de dominer des minorités parlant les langues locales
 - les Africains aiment s'exprimer dans leur propre langue
- 28 Des langues comme l'anglais et le français ont acquis un statut spécial en Afrique parce que
- les pays où l'on parle ces langues ont subjugué les Africains et les ont forcés à utiliser leur langue
 - il existe dans ces langues une littérature variée et florissante
 - elles sont relativement faciles à apprendre
 - des pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, ou la France jouissent d'un grand prestige
- 29 Les personnes qui veulent promouvoir le sango, langue nationale, en Centrafrique pensent que
- cela favorisera l'enseignement et le goût de la littérature africaine
 - cela donnera à ceux qui le parlent un sentiment d'égalité vis-à-vis de ceux qui parlent français
 - cela rendra possible la communication entre les différentes ethnies de Centrafrique
 - cela facilitera la conduite des activités professionnelles
- 30 Le français est une matière obligatoire dans les écoles de Centrafrique parce que
- c'est la langue de la culture et de la science
 - il est difficile de trouver un bon métier si on ne connaît pas le français
 - cette langue met l'élève en contact avec un grand héritage culturel
 - c'est la langue des gens qui gouvernent
- 31 Dans les pays qui ne se sont pas décidés pour une langue nationale
- l'unité nationale est affectée
 - il existe des mécontentes entre les classes sociales
 - il existe des mécontentes entre les individus
 - l'appréciation de la littérature et de la culture nationale peut en souffrir

- 32 Le rôle principal d'une langue nationale en Centrafrique est
- d'aider les Centrafricains à communiquer entre eux
 - de donner aux Centrafricains l'occasion d'exprimer leurs sentiments
 - de fournir aux Centrafricains un élément autour duquel se cristalliserait l'identité nationale
 - de faire de l'étude du français une question de choix plutôt que de nécessité

NOTES

1. Au moment où nous achevons la rédaction de cette étude, une réforme de l'éducation a été votée, qui inclut le projet d'introduire le sango dans l'enseignement primaire.
2. Cette section du questionnaire a été élaborée à partir d'une enquête sociolinguistique effectuée par HOFMAN (1977) pour déterminer les attitudes vis-à-vis des langues en Rhodésie.
3. Au Canada, par exemple, les questions d'ordre linguistique incluses dans les recensements de population effectués au début de chaque décennie ont permis d'analyser l'évolution de l'emploi du français et des autres langues dans différentes régions depuis 1931.
4. Ce faible pourcentage de résidents "récents" soulève toutefois une question : peut-on y voir une indication que les migrations des provinces vers la capitale se sont récemment ralenties - et la relance des projets de développement économique en divers points du pays pourrait expliquer ce ralentissement. Ce fait devra être établi avec certitude dans les études à venir. Il sera donc nécessaire d'enquêter à nouveau sur les langues parlées par les résidents récents en interrogeant un groupe plus important que le nôtre.
5. Notons ici que lors de l'administration du questionnaire pilote à un groupe de jeunes étudiants en 1982, les réponses positives à la question 19 ne dominaient pas (47,1 %). Il est possible que les quelques interventions officielles en faveur du développement du sango en l'espace de 3 ans soient responsables de la légère montée du pourcentage chez les étudiants (66,66 %). Nous l'avons dit ailleurs, les attitudes évoluent lentement, et sont le produit d'une variété de facteurs, dont les mesures officielles font partie.
6. La description des variétés de sango (par exemple, sango de la presse, du marché, de la religion, des fonctionnaires, et ses variations lexicales, phonologiques, ou syntaxiques) est un domaine qui commence à faire l'objet de recherches systématiques à l'Université de Bangui.